

Article

« Partis communistes et partis socialistes : quatre expériences de collaboration : i- Front unique et Front populaire »

André P. Donneur

Études internationales, vol. 7, n° 4, 1976, p. 542-571.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700722ar>

DOI: 10.7202/700722ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

PARTIS COMMUNISTES ET PARTIS SOCIALISTES :
QUATRE EXPÉRIENCES DE COLLABORATION
I - FRONT UNIQUE ET FRONT POPULAIRE *

André P. DONNEUR **

L'expérience politique qui se déroule actuellement en France sous le nom d'« Union de la Gauche » n'est ni limitée à ce pays ni la première tentative de collaboration entre partis communistes et socialistes. Dans ces articles, nous nous proposons d'identifier les quatre différents types d'expériences historiques de collaboration entre ces deux partis. Nous montrerons également que ces expériences ont un caractère international.

Notre étude n'a évidemment qu'un caractère sommaire. Elle veut surtout poser les éléments d'une problématique. Quels sont, à première vue, les traits communs de ces quatre types d'expérience ? Quelles sont également les grandes différences qui les distinguent l'une de l'autre ? Nous ne pourrions que donner une réponse provisoire à cette problématique. Seule une étude comparative de très longue haleine consacrée aux différentes expériences, durant les quatre périodes et dans divers pays, pourra nous apporter une réponse complète.

Toutefois, il existe déjà des travaux intéressants sur les trois premières périodes. Il s'agit, tout d'abord, de monographies consacrées aux expériences de collaboration entre partis ouvriers à l'époque du Front populaire et dans des pays donnés. En outre, dans les ouvrages généraux sur l'histoire du mouvement ouvrier, on trouve de nombreuses pages sur ces expériences. Enfin, nous avons nous-même écrit un ouvrage et un article essentiellement sur la première tentative de collaboration entre les internationales et les partis socialistes et communistes.

* Nous tenons à remercier notre assistant de recherche, M. Carlos Enriguez, pour son aide dans le rassemblement d'une partie des matériaux nécessaires à la rédaction de cet article dont la substance a bénéficié de nos échanges de vues avec le professeur Pierre Broué (Institut d'études politiques de Grenoble) et les étudiants de notre séminaire sur les Forces sociales internationales (automne 1975). Cet article s'inscrit dans une recherche financée par la section de recherche des études paneuropéennes CQRI/UQAM.

** *L'auteur est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.*

Il y a donc quatre périodes durant lesquelles partis socialistes et partis communistes ont collaboré :

- celle du Front unique (1921-1923) ;
- celle du Front populaire (1934-1938) ;
- celle du Front national (1943-1947) ;
- celle de l'Union de la Gauche (en cours depuis 1965).

I - LE FRONT UNIQUE (1921-1923)

La question de la collaboration entre les partis ouvriers se posa pratiquement et théoriquement presque immédiatement après que la scission entre socialistes et communistes fût consommée.

En effet, au début de 1920, la situation du mouvement ouvrier international se présentait ainsi :

1. à gauche, l'Internationale communiste, fondée en mars 1919, ne groupait réellement, en dehors de la Russie, que de petits partis communistes, créés par des socialistes ayant rompu avec la II^e Internationale à cause de l'attitude de ses dirigeants pendant la guerre, mais aussi très souvent par des militants anarcho-syndicalistes ;

2. à droite, les partis social-démocrates qui avaient pratiqué l'union sacrée avec leur bourgeoisie durant la guerre, qui condamnaient l'expérience soviétique et qui prétendaient que le socialisme ne pouvait être réalisé que par la démocratie parlementaire, tentaient de ressusciter la II^e Internationale : c'était essentiellement les partis travailliste britannique, social-démocrate allemand, socialiste belge, social-démocrate hollandais, danois et suédois ;

3. au centre, les partis qui avaient rompu avec la III^e Internationale étaient prêts à constituer une Internationale révolutionnaire avec les communistes, mais voulaient en négocier la plate-forme théorique.

En fait, ce dernier groupe de partis et les partis eux-mêmes étaient fort hétérogènes. Ils méritent que nous nous attardions un peu plus sur leur composition et leurs orientations. Ces partis comprenaient en leur sein différentes tendances : une gauche acquise à l'Internationale communiste, une droite voulant une réunification avec la II^e Internationale « maintenue » et un centre qui s'affirmait révolutionnaire et était prêt à adhérer à une Internationale révolutionnaire comprenant centristes et communistes et excluant les seuls éléments sociaux-démocrates de droite - « social-patriotes » - notoires. Mais la force respective de ces tendances variait selon les partis. C'est ainsi que le parti travailliste norvégien, où la gauche dominait, adhérait à l'Internationale communiste, tout en approuvant l'idée d'une Internationale révolutionnaire plus ouverte. Le parti socialiste italien, dominé par le centre, s'appêtait à adhérer à l'Internationale communiste, mais voulait garder son aile droite.

Le parti socialiste suisse hésitait depuis un an entre l'adhésion à l'Internationale communiste et la participation à une Internationale révolutionnaire comprenant centre et gauche et excluant les « social-patriotes », tout en refusant d'exclure sa propre tendance de droite. Le parti social-démocrate indépendant allemand préconisait une Internationale révolutionnaire large. La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) divisée en trois courants, où le centre dominait, voulait reconstruire une Internationale unifiée. Le parti ouvrier social-démocrate autrichien était en faveur d'une grande Internationale unifiée. La liste est loin d'être exhaustive : l'ILP britannique, les différents partis des nationalités dans les nouveaux États de l'Europe centrale et orientale, le parti socialiste américain, etc., en fait la plus grande partie du mouvement ouvrier et socialiste était au centre, traversé de courants divers¹.

Les vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste (été 1920) tranchèrent dans ce centre multiforme. Dans les partis où elles provoquèrent la scission – en fait, à peu près tous – la cassure ne se fit pas toujours à l'endroit voulu. C'est ainsi que de nombreux militants de gauche n'adhérèrent pas à l'Internationale communiste alors que des anciens social-patriotes notoires, comme Smeral en Tchécoslovaquie et Cachin en France, ainsi qu'un nombre important d'opportunistes suivirent la majorité du parti dans l'adhésion, surtout en France. Le centre de ces partis centristes se divisa parfois presque au hasard des affinités, des fidélités à un leader local. L'adhésion de leaders opportunistes ou phraseurs posa de sérieux problèmes à l'Internationale communiste : les difficultés à organiser sérieusement le jeune parti communiste français sont assez connues². Mais cette scission mal faite laissa surtout de larges masses ouvrières sous l'influence de ce qui restait des partis centristes.

Ceux-ci, après la scission, conservaient des effectifs importants. Certes la quasi-totalité du parti travailliste norvégien, provisoirement l'ensemble du parti socialiste italien, la majorité de la SFIO, du parti social-démocrate indépendant allemand, du parti socialiste américain et du parti social-démocrate tchèque avaient adhéré à l'Internationale communiste. Mais la quasi-totalité du parti ouvrier social-démocrate autrichien, l'écrasante majorité du parti socialiste suisse, la majorité de l'ILP britannique, du parti ouvrier social-démocrate allemand de Tchécoslovaquie, du parti ouvrier socialiste espagnol ainsi que des partis socialistes des autres pays nouveaux de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale restaient au centre, avec les minorités des partis passés à l'Internationale communiste³.

-
1. André P. DONNEUR, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Genève, Institut universitaire des Hautes Études internationales/Sudbury (Ontario), Librairie de l'Université Laurentienne, 1967, pp. 23-46.
 2. Jules HUBERT-DROZ, *L'œil de Moscou à Paris*, Julliard, Paris, 1964, pp. 14-15, et du même auteur, *De Lénine à Staline : dix-ans au service de l'Internationale communiste*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, pp. 19-29.
 3. A. P. DONNEUR, *op. cit.*, pp. 29-46.

Ces partis centristes créèrent, à la suite de la conférence préparatoire de Berne (5-7 décembre 1920) et surtout lors de la Conférence de Vienne (février 1921), une Union des partis socialistes pour l'action internationale (UPS), dont l'objectif était « la constitution d'une Internationale comprenant l'ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde ⁴ ».

En réalité, le problème de l'unité du mouvement ouvrier avait déjà été posé dès le printemps 1920 par Lénine dans *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*. Dans cette brochure, Lénine avait préconisé la participation des communistes au parti travailliste britannique, puisque dans ce parti des partis distincts pouvaient maintenir leur identité ⁵. En outre, dans un post-scriptum au même opuscule, il avait approuvé le parti communiste allemand pour sa prise de position favorable à une participation à un gouvernement ouvrier comprenant les partis social-démocrate, social-démocrate indépendant (socialistes du centre et de gauche) et communiste ⁶.

Mais c'est surtout après les scissions qui suivirent le II^e congrès de l'Internationale communiste que la question de la collaboration entre socialistes et communistes se posa sérieusement. Contrairement à une légende tenace, ce n'est pas l'Internationale communiste mais bien l'UPS ou l'Internationale deux-et-demie qui forgea le concept de « front unique ». Il n'est que de lire la « résolution sur l'unité » adoptée lors de la conférence de Vienne de l'UPS (février 1921) :

La Conférence socialiste internationale de Vienne... invite les socialistes ⁷ de tous les pays à seconder ses efforts en s'employant de la façon la plus efficace à l'établissement d'un *Front prolétarien révolutionnaire unique*, face au capitalisme et à l'impérialisme tant dans leur propre pays qu'au sein de l'organisation internationale de la classe prolétarienne ⁸.

À l'hiver 1921, cette résolution était prématurée par rapport aux analyses de l'Internationale communiste. On n'avait, en effet, pas encore perdu espoir à Moscou que la vague révolutionnaire qui avait déferlé sur l'Europe centrale depuis 1918 soit complètement éteinte. Mais divers événements modifièrent la position de l'Internationale. Tout d'abord, l'échec, en mars 1921, de l'insurrection communiste en Allemagne, organisée par les délégués de l'Internationale dirigés par Bela Kun, contre l'avis des dirigeants du parti communiste allemand, Paul Levi et Klara Zetkin. Ensuite, en Russie même, les difficultés sérieuses d'ordre économique et politique qui furent caractérisées par les revendications

4. « Statuts de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale », dans A. DONNEUR, *op. cit.*, p. 397

5. V. I. LÉNINE, « La maladie infantile du communisme, le gauchisme », dans *Œuvres*, tome 31, Paris, Éditions Sociales, 1961, pp. 73-85.

6. *Ibid.*, p. 107.

7. Ce terme englobe, en 1921, les communistes qui ne sont pour l'UPS et les sociaux-démocrates, en général, qu'une variété de socialistes.

8. « Texte des résolutions prises à la Conférence socialiste de Vienne », dans A. DONNEUR, *op. cit.*, p. 105.

ouvrières et paysannes, la révolte des marins de Cronstadt (février-mars 1921), les critiques de l'opposition ouvrière au X^e congrès du parti communiste russe (mars 1921) et la famine de l'été 1921⁹. En conséquence, devant cette situation, le III^e congrès de l'Internationale commença à modifier la stratégie d'offensive révolutionnaire par une tactique insistant sur la formation d'un « front uni du prolétariat¹⁰ ». Il s'agissait pour les communistes de s'unir aux masses rangées sous la bannière des partis et syndicats dirigés par des socialistes de gauche (UPS) ou de droite (II^e Internationale) ou par des anarchistes et de les conquérir. À la fin de décembre 1921, l'exécutif de l'Internationale communiste faisait un pas de plus et adoptait les « Thèses » sur le front unique des travailleurs. Ces thèses – il est important de le noter – devaient être, un an plus tard, solennellement approuvées par le IV^e congrès de l'Internationale. Face à « l'offensive systématique contre les travailleurs » de la part des capitalistes, l'exécutif préconisait la collaboration avec les partis de l'UPS et de l'Internationale et la Fédération syndicale internationale sous leur influence. Il approuvait le P.C. allemand qui s'était prononcé pour des gouvernements ouvriers unitaires régionaux en Saxe et Thuringe, rappelait la consigne aux communistes anglais d'adhérer au parti travailliste et recommandait au parti communiste suédois de soutenir le gouvernement social-démocrate de Branting. Il était entendu que dans ces actions communes avec les partis et syndicats socialistes, les partis communistes gardaient leurs organisations distinctes et leur totale liberté de critique¹¹.

L'Internationale deux-et-demie, saisissant la balle au bond, invita, dès la mi-janvier 1922, les exécutifs de l'Internationale communiste et de la II^e Internationale à entrer en pourparlers en vue de l'organisation d'un congrès « de toutes les organisations ouvrières internationales¹² ». L'Internationale communiste accepta la proposition, mais non sans un débat nourri lors d'une réunion de l'exécutif élargie – la première du genre – qui eut lieu à Moscou, du 21 février au 4 mars 1922. Les communistes italiens et espagnols ainsi que le centre majoritaire du parti communiste français s'opposèrent au front unique, les premiers par gauchisme, les seconds en prétextant avoir l'hégémonie sur la classe ouvrière, en réalité pour ne pas renouer avec les centristes très proches d'eux-mêmes dont ils venaient de se séparer si difficilement¹³. L'objectif de conquête des masses ouvrières d'Europe centrale et occidentale encore sous

9. E. H. CARR, *The Bolshevik Revolution 1917-1923*, vol. 3, Harmondsworth Penguin Books, 1971, pp. 381-385.

10. *Thèses, manifestes et résolutions adoptées par les I^{er}, II^e et IV^e congrès de l'I.C. 1919-1923*, Paris, Librairie du Travail, juin 1934, p. 141.

11. *IV^e Congrès communiste international*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1923, pp. 95-103.

12. A. P. DONNEUR, *op. cit.*, p. 168.

13. *Ibid.*, p. 177, Alfred ROSMER, *Moscou sous Lénine. Les origines du communisme*, Paris, Pierre Horay, 1953, pp. 257-273 ; HUMBERT-DROZ, *De Lénine...*, *op. cit.*, p. 42 ; A. P. DONNEUR, « Internationale deux-et-demie et Internationale communiste : échec du Congrès ouvrier mondial, tentative de front unique international », *Le Mouvement Social*, n° 74, janvier-mars 1971, pp. 29-41.

l'influence hégémonique des partis socialistes fut réaffirmé dans les débats de cette réunion de l'exécutif élargi et dans la correspondance communiste internationale¹⁴. Mais les objectifs fondamentaux étaient aussi la défense des intérêts immédiats des masses prolétariennes et la défense de la Russie soviétique contre les pressions des « grands États impérialistes et réactionnaires » dont les délégués allaient se réunir à la Conférence de Gênes à laquelle la Russie était invitée¹⁵.

La II^e Internationale vint avec beaucoup de réticences à la Conférence des trois exécutifs qui se réunit à Berlin (2-6 avril 1922) en vue de préparer un congrès mondial du mouvement ouvrier. Ses délégués posèrent trois conditions à la participation de la II^e Internationale à un tel congrès ou conférence mondial :

- la libération des prisonniers socialistes en Russie, notamment celle des socialistes-révolutionnaires accusés d'être impliqués dans des attentats contre Lénine et Trotsky ;

- le droit à l'autodétermination pour la Georgie et les autres nations allogènes de la Russie ;

- la cessation du noyautage des organisations syndicales et socialistes par les communistes¹⁶.

Sur l'insistance de Karl Radek qui dirigeait la délégation communiste, celle-ci fit d'importantes concessions, trop grandes manifestement par rapport aux instructions reçues de l'exécutif de la III^e Internationale¹⁷ :

- les S.R. accusés de tentatives de meurtre contre Lénine, Trotsky et d'autres dirigeants bolcheviks pourraient avoir des avocats de l'UPS et de la II^e Internationale ; ils seraient jugés en procès public, en présence des représentants des trois Internationales, et ne seraient en aucun cas condamnés à mort ;

- une commission examinerait les documents des trois Internationales sur la question géorgienne et ferait rapport à une prochaine conférence des exécutifs des trois Internationales¹⁸.

Ces concessions permirent un accord, d'une part, sur l'organisation de manifestations de masses et, d'autre part, sur la création d'un Comité de coordination des trois Internationales. Les manifestations de masses devaient être

14. *Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'I.C. de Moscou, 21 février-4 mars 1922*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1922, pp. 225-227.

15. *Ibid.*, pp. 109-110.

16. A. P. DONNEUR, « Internationale deux-et-demie... », *op. cit.*, p. 39, et *Histoire de l'Union...*, *op. cit.*, pp. 187-225.

17. V. I. LÉNINE, « Nous avons payé trop cher », *Œuvres*, tome 33, Paris, Éditions Sociales, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1963, pp. 336-340 ; ROSMER, *op. cit.*, pp. 218-219.

18. A. P. DONNEUR, « Internationale deux-et-demie... », *op. cit.*, p. 38.

organisées pendant la Conférence de Genève par les partis-membres des trois Internationales « avec le maximum d'unité possible ». La plate-forme de ces manifestations était la suivante :

- la lutte pour la journée de huit heures, et contre le chômage ;
- l'unité d'action du prolétariat contre les capitalistes ;
- l'appui à la Révolution russe ;
- la lutte en faveur de « la reprise des relations économiques de tous les États avec la Russie des soviets » ;
- le travail de reconstruction du Front unique du prolétariat, dans chaque pays et sur le plan international.

Le Comité de coordination comprenait neuf membres, soit trois par Internationale. Il était chargé d'organiser le plus rapidement possible, après le 1^{er} mai, une conférence générale du mouvement ouvrier¹⁹.

Dès le 20 avril 1922, l'exécutif de l'Internationale communiste ratifiait ces décisions. Il demandait à Friedrich Adler, secrétaire de l'UPS et président du Comité des neuf, de convoquer immédiatement ce comité pour préparer « le Congrès ouvrier mondial ». Il était urgent de se réunir, soulignaient les dirigeants communistes, pour défendre la Révolution russe contre les pressions de l'Entente. L'UPS était prête à une réunion immédiate, mais la II^e Internationale, surtout sous l'influence du parti social-démocrate allemand, fit traîner les choses. La réunion du Comité des neuf eut finalement lieu, mais seulement le 23 mai 1922, quatre jours après la fin de la Conférence de Gênes²⁰.

Les représentants de la II^e Internationale s'opposèrent à la convocation d'un congrès ouvrier mondial, tant que les trois conditions posées à la Conférence de Berlin ne seraient pas remplies. Or, selon eux,

- l'instruction du procès des socialistes-révolutionnaires russes ne laissait pas présager que le procès se déroulerait dans des conditions conformes à la justice ;
- la Georgie subissait une occupation très rigoureuse de la part de la Russie ;
- le noyautage des syndicats et les attaques contre les socialistes continuaient²¹.

Radek rétorqua, au nom des délégués communistes, que l'Internationale communiste avait respecté l'accord de Berlin et que c'est, au contraire, la II^e Internationale qui avait saboté la tenue d'un congrès ouvrier mondial

19. *Ibid.*, pp. 39-40.

20. *Ibid.*, p. 36.

21. *Ibid.*, p. 40.

pendant la Conférence de Gênes. La conclusion que tirait Radek de la situation était la suivante : la II^e Internationale acceptait la convocation immédiate d'un congrès ouvrier mondial, sinon les représentants de l'Internationale communiste se retireraient du Comité des neuf. Le refus de la II^e Internationale entraîna la rupture ²².

Cependant, l'Internationale communiste ne renonçait pas au front unique. Réaffirmée lors de la deuxième réunion de l'exécutif élargie (6-11 juin 1922) et surtout au IV^e congrès de l'Internationale communiste, la politique de front unique fut consolidée. C'est ainsi que les « Thèses » sur le front unique de décembre 1921 et les décisions du « plenum » élargi du Comité exécutif de février 1922 furent solennellement ratifiées par le congrès. La résolution sur la tactique du IV^e congrès élargit même la plate-forme de front unique, puisqu'elle encourageait la formation de gouvernements ouvriers comprenant des communistes et des socialistes. Les gouvernements pourraient être ouverts aux partis agrariens sous forme de gouvernements ouvrier et paysan. Ces gouvernements devaient avoir comme objectifs le désarmement des organisations paramilitaires d'extrême-droite et l'armement de la classe ouvrière et reposer autant que possible sur des organes de front unique à la base : comités d'usines, comités de chômeurs, comités de défense des travailleurs. Il était clair que dans la pratique du front unique, les partis communistes gardaient toute leur liberté de critique et d'action. Toute participation à un gouvernement de coalition avec les socialistes était, en outre, subordonnée à une autorisation de l'exécutif de l'Internationale communiste ²³.

Concrètement, l'Internationale et les partis communistes participèrent à des actions de front unique après l'échec du projet de congrès ouvrier mondial. C'est ainsi qu'après l'assassinat du ministre allemand Walther Rathenau par des terroristes d'extrême-droite, le parti communiste allemand se joignit aux deux partis socialistes et à la centrale syndicale d'obédience socialiste pour créer un front des trois partis. Les communistes allemands allèrent même jusqu'à accepter temporairement une action commune, non pour la défense des travailleurs mais pour celle de la République de Weimar. Ils dépassaient donc les objectifs du front unique puisque celui-ci avait pour objectif le front unique des travailleurs pour la défense de leurs intérêts et non ceux d'une république bourgeoise. L'aile gauche du parti social-démocrate indépendant, d'ailleurs, préconisait alors un gouvernement purement ouvrier, mais le parti social-démocrate n'était pas prêt, quant à lui, à rompre sa coalition avec l'aile « gauche » de la bourgeoisie. De toute façon, cette action commune de défense de la république échoua à cause du refus du parti social-démocrate et de la droite des indépendants d'admettre la liberté d'action et de critique du parti communiste au sein du front. Les deux partis sociaux-démocrates

22. *Ibid.*, pp. 40-41.

23. *Quatre premiers congrès*, *op. cit.*, p. 40 ; HUMBERT-DROZ, *De Lénine...*, *op. cit.*, pp. 117-118 ; DONNEUR, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 309.

s'unifièrent peu après, sauf une petite fraction de la gauche indépendante dirigée par Ledebour²⁴.

Lors du Congrès international de la paix, organisé par la Fédération syndicale internationale et tenu à La Haye du 10 au 15 décembre 1922, les représentants des syndicats soviétiques, Lozovski, Rohtstein et Radek, protestèrent contre la présence au congrès de bourgeois pacifistes et proposèrent de créer un comité international d'action contre la guerre. Celui-ci aurait été un front unique des organisations ouvrières, soit la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, la II^e Internationale, l'UPS, la III^e Internationale, l'Internationale syndicale rouge et l'Alliance coopérative internationale. Ils proposèrent également des comités nationaux constitués sur la même base, et une plate-forme de lutte avec comme objectifs : la création d'organisations révolutionnaires dans les armées, l'abolition du Traité de Versailles et des autres traités de paix analogues conclus à la fin de la Première Guerre mondiale, la lutte contre la Société des Nations et les réparations, pour la publication des traités secrets, l'alliance avec les travailleurs et paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux ainsi que l'évacuation des régions allemandes occupées et des territoires sous mandats de la S.D.N. Concrètement, le 15 janvier 1923 devait être une journée de grève générale pour protester contre la guerre, le traité de Versailles, l'impérialisme, la dictature du capital et pour « l'avènement du Travail au pouvoir ». Cette proposition fut repoussée par l'immense majorité des autres congressistes. Les socialistes se déclarèrent prêts au front unique, à condition qu'il s'appliquât aussi à la Russie et à la Georgie²⁵. D'ailleurs, les socialistes de la II^e Internationale et, en très grande majorité, ceux de l'UPS allaient s'unir à Hambourg en mai 1923 dans une Internationale socialiste unique. Ce congrès refusa de discuter les propositions d'un « Comité d'action contre le fascisme et la guerre », organisé par les communistes et qui proposait de créer un front unique de toutes les organisations ouvrières²⁶.

Une tentative encore plus sérieuse de réaliser le front unique mérite notre attention. Bien que limitée puisqu'elle ne se déroula que dans deux Länders (États) de l'Allemagne, elle a le mérite d'avoir posé en termes concrets la question du gouvernement ouvrier. De fait, on est en présence d'une expérience de coalition entre socialistes et communistes qui détint quelque temps le pouvoir. C'est surtout en Saxe que la question s'est posée, la Thuringe suivant les décisions et événements de Saxe. À la fin de 1922, une majorité socialiste-communiste existe aux parlements de Saxe et de Thuringe. Le gouvernement est social-démocrate et minoritaire. En mars 1923, toute alliance avec les partis bourgeois est refusée par un congrès extraordinaire du parti social-démocrate de Saxe. Le parti communiste soutient alors un nouveau gouvernement social-

24. DONNEUR, *Histoire...*, *op. cit.*, pp. 284-290.

25. *Compte rendu du Congrès international de la paix, tenu à La Haye (Hollande) du 10 au 15 décembre 1922, sous les auspices de la FSI*, Amsterdam, Éditions de la FSI (sans date), pp. 106-107 ; DONNEUR, *Histoire de l'Union...*, *op. cit.*, pp. 314-323.

26. *Ibid.*, pp. 362-363.

démocrate minoritaire sans y participer, parce que le parti socialiste refuse la constitution d'une assemblée des comités d'usines en tant qu'organe de l'État. À la suite de l'occupation de la Ruhr par la France, des mesures de boycottage prises par le gouvernement allemand et surtout des manœuvres des grands industriels, l'Allemagne est plongée dans le chaos économique. L'inflation est phénoménale. C'est la ruine pour les classes moyennes des villes. En août 1923, la crise atteint son apogée. Les conseils ouvriers se développent et la gauche socialiste liée aux communistes progresse. Ce n'est que le 1^{er} octobre 1923 que l'exécutif de la III^e Internationale autorise les communistes, conformément aux résolutions du IV^e congrès, à entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe – qui a suivi la même évolution que la Saxe – tout en demandant au parti communiste allemand de préparer une insurrection. Saxe et Thuringe seront les bastions d'une offensive qui doit s'étendre à toute l'Allemagne. Mais constatant le reflux du mouvement révolutionnaire, à la suite de la constitution du gouvernement Stresemann qui accepte les exigences de la France, les dirigeants du parti communiste allemand, dont le leader est Brandler, annulent l'ordre d'insurrection. Seuls les communistes de Hambourg, qui n'ont pu être prévenus à temps, rallient les ouvriers qui occupent la ville les 23, 24 et 25 octobre, mais sont finalement écrasés par l'armée allemande. Celle-ci intervient également en Saxe et en Thuringe où les gouvernements de front unique tombent²⁷.

Cet échec concret marque la fin des expériences de front unique. L'Internationale communiste refuse d'en tirer des leçons et d'en faire le bilan théorique. La responsabilité de l'échec en Allemagne est rejetée sur la direction du parti communiste allemand qui a eu pourtant la sagesse de décommander une insurrection, décidée à Moscou dans une conjoncture déjà plus du tout révolutionnaire, et d'éviter que l'écrasement de Hambourg ait lieu à l'échelle du pays tout entier. Le V^e congrès de l'Internationale communiste (17 juin–8 août 1924) tire comme conséquence pseudo-théorique du soi-disant échec du Front unique tant sur le plan international que dans des pays donnés que tout accord avec les dirigeants socialistes est impossible. Il faut donc les démasquer vis-à-vis des masses et conquérir celles-ci en attaquant les partis sociaux-démocrates en tant que tels. Plus radicalement encore à ce congrès, le président de l'Internationale communiste, Zinoviev, dénonce la social-démocratie comme étant devenue l'aile gauche du fascisme²⁸. Le Front unique doit se réaliser à la base, en gagnant les travailleurs socialistes. La réponse de Zinoviev au parti travailliste indépendant britannique, qui propose en 1925 une conférence des communistes et des socialistes pour rechercher la possibilité de créer une Internationale

27. Pierre BROUÉ, *Révolution en Allemagne (1917–1923)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1971, pp. 653–777 ; Werner ANGRESS, *Stillborn Revolution, The Communist bid for power in Germany (1921–1923)*, Port Washington, N.Y., Kennikat Press, 1972, pp. 288–313 ; Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste : du Komintern au Kominform*, Paris, François Maspéro, 1972, pp. 151–157.

28. HUMBERT-DROZ, *De Lénine...*, op. cit., pp. 241–245 ; CLAUDIN, op. cit., pp. 172–195.

unique, est significative : « Non, mille fois non, l'unité de la classe ouvrière, mais l'unité basée sur le communisme, sur le léninisme ²⁹. »

Le Front unique (1921–1923) entre partis socialistes et partis communistes n'a été pratiqué que d'une manière très limitée. Il a échoué sur le plan international surtout par les réticences puis le refus des socialistes de droite (sociaux-démocrates allemands et socialistes belges surtout) d'accepter de collaborer avec les communistes si des conditions précises n'étaient pas remplies. Il s'agissait de la liberté d'organisation des socialistes en Russie, du droit réel d'autodétermination des républiques soviétiques non russes – la Georgie, gouvernée par des socialistes, agressée et occupée par la Russie soviétique, étant le cas type – et enfin des garanties de loyauté exigées de la part des communistes – pas de critique, pas de « noyautage », pas de tentative de gagner les militants et sympathisants socialistes aux partis communistes. La troisième condition allait directement à l'encontre des objectifs de l'Internationale et des partis communistes pour qui le Front unique était précisément le moyen de conquérir masses, militants, voire certains dirigeants socialistes à leur ligne. Elle était donc inacceptable.

La question des première et deuxième conditions est plus complexe. Incontestablement, la bureaucratisation de l'appareil d'État soviétique avait restreint progressivement la liberté d'organisation puis d'expression des socialistes et des communistes eux-mêmes. Le danger de la bureaucratisation, que déjà toutes les révolutions bourgeoises avaient accélérée, avait été signalé entre autres par Lénine lui-même ³⁰. Seules des mesures efficaces de contrôle démocratique étendu comme celles que la Commune de Paris avaient prises pourraient éviter ce danger, estimait Lénine à l'été 1917. Or la mise en œuvre de la NEP avait coïncidé avec la suppression des dernières libertés d'organisation et d'expression qu'avaient conservées les socialistes en Russie. Au moment de l'entente de Berlin sur le Front unique, le XI^e congrès du parti communiste russe avait clairement précisé que ce front ne s'étendait pas aux socialistes (*menchevik*) et socialistes révolutionnaires, y compris ceux de gauche, qui avaient gouverné en coalition avec les communistes jusqu'en mars 1918 ³¹. Ces partis étaient qualifiés d'ennemis. Ce même congrès voyait d'ailleurs Staline devenir le premier secrétaire général du parti, flanqué de Molotov et Kouibychev comme autres secrétaires, et concentrer plus de tâches et de pouvoirs qu'aucun autre membre du Bureau politique ³². Quant à la question de l'autodétermination, la répression brutale exercée en Georgie par les envoyés de Staline démontrait aux socialistes qu'elle n'entraînait nullement en ligne de compte.

29. Adolf STURMTHAL, *The Tragedy of European Labor (1918–1939)*, New York, Columbia University Press, 1943, p. 78 ; DONNEUR, *Histoire de l'Union...*, *op. cit.*, p. 371.

30. V. I. LÉNINE, *L'État et la Révolution*, Paris, Éditions Sociales, 1947, pp. 104–105.

31. Leonard SHAPIRO, *The Origin of the Communist Autocracy. Political Opposition in the Soviet State. First Phase (1917–1920)*, London, Bell and Sons, 1955, pp. 195–196 ; CARR, *op. cit.*, tome I, chap. 8–9 ; DONNEUR, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 391, et *Internationale deux-et-demie...*, *op. cit.*, p. 40.

32. CARR, *op. cit.*, pp. 218–219.

Que Lénine, après avoir préconisé la répression brutale à l'égard des socialistes russes au XI^e Congrès, se soit rendu compte quelques mois plus tard, au tournant de l'année 1923, que la bureaucratie du parti et de l'État ainsi que l'impérialisme grand-russien en Georgie s'étaient développés dangereusement, ne contredit pas le fait indéniable que le Front unique ne s'est jamais appliqué en 1921-23 là où les communistes avaient conquis le pouvoir, c'est-à-dire en Russie, et que la Georgie socialiste avait été conquise avec l'aide de la Turquie kémaliste.

II — LE FRONT POPULAIRE (1934-1938)

Peu après l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, l'Internationale ouvrière socialiste lançait en février 1933 un appel « aux ouvriers de tous les pays ³³ ». Elle se déclarait prête à négocier avec l'Internationale communiste l'organisation d'une action commune contre le fascisme. Elle posait une seule condition à l'ouverture de ces pourparlers : que les attaques réciproques cessent ³⁴. Traitée d'« aile gauche du fascisme » par Zinoviev et Staline dès 1924 ³⁵, puis carrément de « social-fascisme » en 1929 dans le rapport de Manouïlsky et Kuusinen au X^e « plenum » élargi de l'Internationale communiste ³⁶, l'Internationale socialiste réaffirmait néanmoins la position unitaire déjà défendue par l'UPS en 1921 : « la fin de la scission et l'unité du prolétariat sont les conditions préalables du développement complet de la force prolétarienne ³⁷ ». Au niveau des partis, des initiatives étaient également prises. Ainsi, dès 1933, la SFIO faisait des ouvertures au parti communiste et, en février 1934, le parti ouvrier socialiste espagnol invitait le parti communiste à participer, avec les autres « organisations prolétariennes », aux alliances ouvrières qui se formaient ³⁸.

Cependant, durant toute l'année 1933 et les cinq premiers mois de 1934, l'Internationale et les partis communistes non seulement refusent de discuter avec les socialistes, mais en plus continuent à les dénoncer comme « social-fascistes ». Paradoxalement, ce sont les socialistes de gauche qui sont le plus visés : héritiers de l'UPS — même si dans l'Internationale socialiste unifiée des reclassements idéologiques se sont opérés — ils sont considérés par l'Internationale communiste comme très dangereux, puisque capables d'attirer aux partis socialistes le prolétariat révolutionnaire ; leur ouverture aux dissidents communistes, tant boukhariniens et conciliateurs ³⁹ que trotskystes, contribuent en plus

33. Voir particulièrement F. CLAUDIN, *op. cit.*

34. *Ibid.*, p. 194 ; Jacques FAUVET, *Histoire du P.C. français*, Paris, Fayard, 1964, tome I, pp. 119-120.

35. Cf. *supra*, p. 22 et CLAUDIN, *op. cit.*, p. 10 ; J. STALINE, *Œuvres*, Paris, Éditions Sociales, tome 6, p. 299.

36. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 179.

37. Cité par FAUVET, *op. cit.*, p. 119.

38. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 195.

39. Tendances dans les partis communistes du début des années trente cherchant à maintenir l'unité, puis une ligne intermédiaire entre staliniens et boukhariniens.

à les faire dénoncer par l'Internationale communiste comme les adversaires numéro un du « Front unique à la base », c'est-à-dire autour des seuls partis communistes et de ses organisations annexes, que préconise l'Internationale communiste depuis 1924⁴⁰.

Cependant, alors que le parti communiste français qualifiait, en février 1934, en pleine période d'insurrection des « ligues factieuses » d'extrême-droite, les chefs et le parti socialistes de « serviteurs de la bourgeoisie », tout à coup, le 31 mai 1934, *l'Humanité* publiait un article, repris de la *Pravda*, qui admettait l'unité d'action non plus seulement avec les masses socialistes, mais avec les dirigeants socialistes français⁴¹. Des pourparlers s'ouvrirent et le 27 juillet 1934 est conclu un « pacte d'unité d'action » contre le fascisme entre partis socialiste et communiste français⁴².

L'exemple français est suivi par la conclusion d'un pacte d'unité d'action entre partis communiste et socialiste italiens en août 1934. En septembre 1934, le parti communiste espagnol adhère enfin aux alliances ouvrières auxquelles participent déjà, aux côtés du parti ouvrier socialiste, les syndicats et les organisations anarchistes, boukhariniennes et trotskystes. Dans d'autres pays, le même phénomène se produit⁴³.

Apparemment, on semble revenu plus de dix ans en arrière et assister à une nouvelle vague de la politique de Front unique (1921-1923). L'expression est d'ailleurs reprise, mais les communistes lui accolent « contre le fascisme ». Cette substitution à « prolétarien » va se révéler significative.

En effet, le 9 octobre 1934, le secrétaire général du parti communiste français, Maurice Thorez, propose au parti socialiste l'élargissement du front aux « classes moyennes », c'est-à-dire politiquement au parti radical. Et le 24 octobre il lance publiquement un appel à ce parti. Il ne s'agit plus de constituer un front unique prolétarien comme dans les années vingt, mais bien un « large Front populaire⁴⁴ ». Or le parti communiste a précisément reproché depuis 1924 au parti socialiste de pratiquer ce type d'alliance avec le parti radical dans le Cartel des gauches. Encore que la SFIO ne concluait ces alliances que pour des fins électorales à cause du scrutin majoritaire à deux tours et se gardait de se lier par un programme de gouvernement aux radicaux contre lesquels ils votaient souvent au parlement. Or le programme du Front populaire publié le 10 janvier 1936 est fort timide. Ce sont les communistes qui ont fait pencher la balance vers l'extrême modération du programme en appuyant les radicaux. Alors que les socialistes et les syndicalistes de la CGT

40. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 197 ; J. HUMBERT-DROZ, *Dix ans de lutte antifasciste 1931-1941*, Neufchâtel, La Baconnière, 1972, pp. 29-98.

41. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 198.

42. LOUIS BODIN et JEAN TOUCHARD, *Front populaire : 1936*, Paris, Colin, 1972, p. 19.

43. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 198-199.

44. ANDRÉ PHILIP, *Les socialistes*, Paris, Éd. du Seuil, 1969, p. 83 ; F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 203.

préconisaient des mesures « révolutionnaires » dans le domaine économique et financier, les communistes soutenaient les radicaux dans leur défense des « privilèges de la bourgeoisie ⁴⁵ ».

Un certain nombre de questions se posent. Pourquoi le parti communiste français a-t-il accepté précisément, à la fin de mai 1934, le Front unique avec les socialistes que ceux-ci réclamaient depuis février 1933 ? Pourquoi le même parti a-t-il suscité la création d'une alliance de type nouveau : le Front populaire ? Enfin, pourquoi dans ce rassemblement le parti communiste a-t-il appuyé le parti « bourgeois » dans l'élaboration du programme contre le socialisme ?

Aucune de ces questions ne trouve vraiment réponse dans la situation française. De toute façon, formellement comme réellement, les décisions sur la stratégie et la tactique qu'adoptent les partis communistes se décident dans les organes de l'Internationale, sur laquelle Staline et ses partisans ont imposé leur autorité incontestée. Il est significatif que Jacques Doriot soit condamné par l'exécutif de l'Internationale communiste, le 16 mai 1934, pour avoir pratiqué alliance avec les socialistes dans la municipalité de Saint-Denis ⁴⁶, alors que, le 30 mai, ce type d'alliance est admis dans la *Pravda*. Entre-temps, dans ce court laps de temps, s'est produit un événement qui a modifié la position de l'Internationale. Le 25 mai 1934, en effet, le ministre français des Affaires étrangères a fait des ouvertures non équivoques à l'URSS ⁴⁷. Or, le 26 janvier 1934, la signature d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et la Pologne avait convaincu Staline que la politique de Rapallo, consolidée par un accord en 1926 prolongé et encore en vigueur après l'avènement d'Hitler au pouvoir, est bien finie. Le danger principal pour l'Union soviétique ne vient plus, comme il le soutenait sans équivoque à la fin des années vingt et encore au début des années trente, de l'Angleterre et de son alliée française, mais bien de l'Allemagne. Les intérêts de la France et de l'URSS coïncident : toutes deux ont besoin d'une alliance de revers pour contenir l'Allemagne. Plus généralement, Staline compte s'appuyer sur les grandes puissances occidentales et donne beaucoup d'éclat à l'ouverture de relations diplomatiques avec les États-Unis ⁴⁸.

Il est donc parfaitement naturel que le parti communiste français fasse son ouverture aux socialistes au moment où les conditions favorables à une alliance franco-soviétique se réalisent. Il est aussi tout à fait logique que ce front s'élargisse au parti radical ouvert à une telle alliance et que le programme du front soit suffisamment modéré pour que les radicaux y participent sans crainte. D'ailleurs, après la signature du Pacte franco-soviétique le 2 mai 1935 et l'approbation publique par Staline de la politique de défense nationale à laquelle se rallie immédiatement le P.C. français, Thorez commence même

45. L. BODIN et J. TOUCHARD, *op. cit.*, pp. 24-27 ; André DELMAS, *À gauche de la barricade*, Paris, Hexagone, 1956, p. 143.

46. André PHILIP, *op. cit.*, p. 82.

47. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 194-203.

48. *Ibid.*, p. 203.

à parler d'un élargissement du front vers la droite aux « républicains plus ou moins modérés » qui ont « assez de clairvoyance, assez de bon sens et assez de cœur pour comprendre le danger que les fascistes font courir au pays⁴⁹ ». En définitive, toutes les forces qui s'opposent à l'Allemagne nazie et sont prêtes à ce que la France s'allie à l'Union soviétique sont conviées à participer au grand rassemblement. Cette politique préfigure celle du Front national antifasciste qui sera pratiquée par les partis communistes de 1943 à 1947 et qui correspondra aussi à l'alliance de l'URSS avec les démocraties occidentales.

La conclusion par le parti communiste français de cette union de type nouveau qu'est le Front populaire s'explique donc par sa volonté de rassembler toutes les forces qui s'opposent au rapprochement avec l'Allemagne nazie. Cette alliance, qui cimenter les forces antifascistes à l'intérieur du pays, consolide aussi l'alliance de l'URSS avec la France. Avec une telle analyse de la situation, il est parfaitement logique que le parti communiste fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que la France, alliée de l'URSS, soit forte. La cohésion des forces nationales antifascistes passe donc avant les transformations sociales. De cette politique découle l'appui systématique au parti radical : il faut rassurer les éléments bourgeois favorables à l'union pour que celle-ci soit la plus étendue possible.

Comme les pactes d'unités d'action, d'autres alliances de front populaire vont être conclues sur le « modèle » français ; c'est ainsi qu'en avril 1935, le parti communiste espagnol propose la création d'un « bloc populaire antifasciste ». Celui-ci sera créé malgré l'opposition de la gauche du parti socialiste dirigée par Largo Caballero et de la Confédération nationale des travailleurs de tendance anarcho-syndicaliste qui préféraient une coalition uniquement prolétarienne du type des alliances ouvrières. La coalition de front populaire groupait aux côtés des partis socialiste, communiste, ouvrier d'unification marxiste (dissidents communistes) et syndicaliste (anarchiste), la Gauche républicaine et l'Union républicaine, deux partis bourgeois modérés mais anticléricaux⁵⁰. Les partis communistes, tels des automates, essayent de créer des alliances de front populaire à peu près dans chaque pays, en Europe comme ailleurs dans le monde. C'est ainsi qu'une telle alliance sera conclue du Chili⁵¹. Dans nombre de pays, cependant, les partis socialistes s'y refusent. Le cas le plus notoire est la Tchécoslovaquie, où précisément le front populaire devait servir à renforcer l'alliance soviéto-tchécoslovaque⁵². Les partis dans l'illégalité pratiquèrent une telle politique, même lorsque les conditions ne s'y prêtaient pas⁵³.

49. M. THOREZ, *Œuvres*, Paris, Éditions Sociales, 1947, tome 9, p. 17 ; CLAUDIN, *op. cit.*, p. 206.

50. F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 243-244.

51. P. W. DRAK, « Chilean Socialist Party and Coalition Politics, 1932-1946 », *Hispanic American Historical Review*, vol. 53, novembre 1973, pp. 619-643.

52. Klement GOTTWALD, *Selected Speeches and Articles (1929-1953)*, Prague, Orbis, 1954, pp. 49-69.

53. Cf., par exemple, le cas autrichien : Yvon BOURDET, « Tentatives du Front populaire en Autriche », *Le Mouvement social*, n° 54, janvier-mars 1966, pp. 135-149, et Joseph BUTTINGER, *Le précédent autrichien*, Paris, Gallimard, 1956, *passim*.

Cette politique de front populaire sera confirmée par le VII^e et dernier congrès de l'Internationale communiste réuni à Moscou du 25 juillet au 21 août 1935. La consigne centrale que le VII^e congrès donne aux partis communistes est « la lutte pour la paix et pour la défense de l'URSS ». Les partis communistes auront pour mission de constituer « le Front le plus large possible avec tous ceux qui sont intéressés par la sauvegarde de la paix ⁵⁴ ». Il s'agit, bien entendu, de tous ceux qui, dans les masses populaires comme dans la bourgeoisie, sont prêts à ce que leur pays fassent alliance avec l'URSS contre l'agresseur potentiel le plus probable, soit l'Allemagne nazie et ses « alliés » japonais et polonais ⁵⁵.

En réalité, le VII^e congrès de l'Internationale communiste ne fait que confirmer la thèse du VI^e congrès (17 juillet-1^{er} septembre 1928) selon laquelle l'URSS étant pour le prolétariat international « la seule patrie, le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, celui-ci a pour devoir de... la défendre par tous les moyens contre les puissances capitalistes ⁵⁶ » et que par conséquent elle détenait « l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire mondial ⁵⁷ ». En 1928, Staline, le parti communiste soviétique et l'Internationale communiste dans leur sillage estiment que le danger principal pour l'URSS vient toujours des puissances occidentales. La situation n'a pas changé depuis Rapallo. Donc toutes les alliances et les pactes créés « sous le protectorat de la Société des Nations (S.D.N.)... ne servent qu'à dissimuler et à favoriser les préparatifs de guerre, particulièrement contre l'Union soviétique ⁵⁸ ». De là, l'hostilité à une social-démocratie pacifiste, partisane de la S.D.N., de l'arbitrage et du désarmement. Soutenir, même d'une manière critique, la S.D.N., c'est pactiser avec les impérialismes britannique et français.

Or, comme il est patent depuis 1934 que le danger principal est l'expansionnisme allemand et japonais, la défense de la paix et de l'URSS exige désormais que les partis communistes pratiquent l'alliance avec tous ceux qui s'opposent à ces ennemis principaux de l'URSS. De même que ce pays entre à la S.D.N., signe des pactes avec la France et la Tchécoslovaquie, les partis communistes doivent s'allier désormais avec la social-démocratie et même les partis bourgeois favorisant une telle alliance ⁵⁹.

Une telle politique n'a que de lointains rapports avec celle du Front unique (1921-1923). Celui-ci était pour les communistes avant tout une défense des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière exclusivement. Un de ses objectifs n'était-il pas de détacher les socialistes de toute alliance avec des fractions soi-disant progressistes de la bourgeoisie ? Au contraire, le Front

54. Cité par F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 209-210.

55. F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 210.

56. Cité par Annie KRIEDEL, *Les Internationales ouvrières*, Paris, P.U.F., 1964, p. 94.

57. Cité par F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 85.

58. *Ibid.*, p. 94.

59. F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 216-217.

populaire constitue une alliance de ce type en groupant précisément une fraction de la bourgeoisie et les socialistes, mais en l'élargissant aux communistes. C'est une politique qui, sur ce point précis, va exactement dans le sens opposé à celle du Front unique.

Cependant, il faut remarquer que la défense de la Russie soviétique constitue dans les deux sortes d'alliance un des objectifs. Mais même si la situation de la Russie des années 1921-22 sortant de la guerre civile et affamée était plus dramatique, l'Internationale communiste n'a pas demandé en 1921-23 le sacrifice des intérêts du prolétariat pour assurer cette défense. L'URSS pouvait bien conclure le Pacte de Rapallo avec l'Allemagne en 1922, l'Internationale communiste et sa section allemande n'en tentaient pas moins une action révolutionnaire dans ce pays en 1923.

Cette comparaison en amène une autre. Le Front unique ouvrier (1921-1923) eut pour l'Internationale communiste, ou du moins son écrasante majorité, et pour une fraction non négligeable des socialistes un aspect non seulement défensif, mais aussi offensif. Témoins, en 1923, les gouvernements ouvriers de coalition socialiste-communiste en Saxe et en Thuringe ainsi que la préparation d'une action révolutionnaire à l'échelle de l'Allemagne ; celle-ci ne fut finalement pas déclenchée sinon localement à Hambourg, non par défaut de volonté révolutionnaire, mais à cause du manque d'initiative des dirigeants du parti communiste allemand, des atermoiements de la direction de l'Internationale, de la lenteur des communications entre Moscou et Berlin et probablement de l'incapacité d'apprécier une situation et de diriger une action à une telle distance. La question se pose donc de savoir si la politique de Front populaire comportait aussi, à côté de son aspect défensif évident, un aspect offensif et, si oui, en quoi était-il différent de celui du Front unique ?

De fait, l'Internationale communiste n'avait pas renoncé à utiliser éventuellement le Front populaire pour passer de la défensive à l'offensive. Certes le VII^e congrès est très ambigu sur la question. C'est ainsi que, dans son rapport, Dimitrov déclare :

Nous avons éliminé à dessein des rapports aussi bien que des résolutions du Congrès les phrases sonores sur les perspectives révolutionnaires⁶⁰.

Mais il affirme aussi :

À mesure que le mouvement se développe et que l'unité de la classe ouvrière se renforce, nous devons aller plus loin, préparer le passage de la défensive à l'offensive contre le Capital, en nous orientant vers l'organisation de la grève politique de masse⁶¹.

Dimitrov envisage même la création de gouvernements de front unique qui comprendraient, aux côtés du parti communiste, d'autres partis ouvriers et

60. Cité par F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 215.

61. *Ibid.*, p. 224.

paysans. Cependant, ces gouvernements ne seraient que la transition vers des « dictatures du prolétariat », où seul le parti communiste exercerait le pouvoir ⁶².

Concrètement, et non plus dans des rapports et discussions de congrès, cette question du passage de la défensive à l'offensive allait se poser lors des deux expériences d'exercice du pouvoir par des coalitions de Front populaire en Europe, soit en France et surtout en Espagne.

Les 26 avril et 3 mai 1936 ont lieu en France les élections à la Chambre des députés qui assurent la majorité à la coalition de Front populaire : 378 députés contre 220 à l'opposition de droite. À l'intérieur de l'alliance victorieuse, la SFIO domine avec 147 députés, alors que les radicaux en comptent 106, les communistes 72 et que députés de tendances diverses (« néo-socialistes » de droite, dissidents communistes, démocrates-chrétiens de gauche, etc.) se partagent les 53 autres sièges ⁶³. Cette victoire est essentiellement celle des partis ouvriers : le parti communiste a progressé de 10 à 72 députés et la SFIO de 97 à 147. Par contre, les « néo-socialistes » de droite ont régressé de 45 à 26 députés et le parti bourgeois de gauche, le parti radical, est en déclin avec une députation qui a fondu de 159 à 106 députés ⁶⁴. Dès le lendemain du second tour des élections, Léon Blum réclame la direction du gouvernement de Front populaire pour la SFIO ⁶⁵. Un mois plus tard, jour pour jour, soit le 4 juin 1936, le gouvernement est constitué sous sa présidence. Il est formé de socialistes, en majorité, et de radicaux ⁶⁶. Les communistes ont refusé de participer au gouvernement par la plume de Maurice Thorez :

Les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement, sans réserves et sans éclipses, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple ⁶⁷.

Ce gouvernement à peine constitué est confronté avec des mouvements de grèves accompagnés d'occupation des entreprises par les travailleurs. D'abord sporadiques du 11 au 25 mai, les grèves avaient commencé à prendre de l'ampleur à compter du 26 mai, à tel point que le gouvernement sortant, celui de Sarrault, avait tenté une conciliation. Mais depuis le 2 juin, débordant les usines où elles s'étaient jusqu'alors cantonnées, les grèves s'étendaient pratiquement à tous les secteurs d'activité, notamment dans les services. Quand le gouvernement Blum s'installe au pouvoir, la vague de grèves est à son sommet ⁶⁸.

62. F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 224.

63. L. BODIN et J. TOUCHARD, *op. cit.*, p. 63.

64. *Ibid.* et F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 226.

65. L. BODIN et J. TOUCHARD, *op. cit.*, pp. 63-64.

66. *Ibid.*, pp. 87-90.

67. Maurice THOREZ, *Œuvres*, tome XI, Paris, Éditions Sociales, 1953, p. 227.

68. L. BODIN et J. TOUCHARD, *op. cit.*, p. 98.

À la demande des dirigeants du patronat, Léon Blum, assisté du ministre de l'Intérieur, Salengro, réunit très rapidement, le dimanche 7 juin, dans l'après-midi, les représentants des syndicats ouvriers et du patronat. Cette réunion, qui a lieu à l'hôtel Matignon, siège du gouvernement, donne lieu à une négociation serrée qui aboutit tard dans la nuit à un accord. Cet accord de Matignon établit des contrats collectifs de travail et relève l'ensemble des salaires. Les syndicats s'engagent à demander aux ouvriers d'évacuer les entreprises et de reprendre le travail dès que, dans chaque entreprise, les modalités spécifiques des accords auront été réglées. La partie patronale, quant à elle, garantit qu'aucune sanction ne sera exercée contre les grévistes⁶⁹. Cet accord sera complété par l'adoption, du 11 au 18 juin, d'un train de lois sociales : congés payés, conventions collectives et semaine de quarante heures⁷⁰. En y ajoutant des mesures prises durant l'été de 1936, soit la création de l'Office interprofessionnel du blé, l'encouragement aux loisirs (auberges de jeunesse) et à la culture (école obligatoire jusqu'à quatorze ans, théâtre populaire), ce sont là les réalisations du Front populaire. Après ces quelques conquêtes, le gouvernement Blum aura perdu son souffle et s'enlisera dans une gestion pleine d'embûches du régime existant ainsi retouché, jusqu'à sa chute le 20 juin 1937. Le Front populaire lui survivra formellement jusqu'au retrait du parti radical, le 10 avril 1938⁷¹.

Mais même après l'accord de Matignon, les grèves ne cessent pas⁷². En réalité, ce mouvement de grèves avec occupations d'entreprises avait échappé au contrôle des syndicats et des deux partis ouvriers. Il revêtait depuis la fin de mai toutes les caractéristiques d'un mouvement révolutionnaire : initiatives spontanées de masses ouvrières, changement de leur état d'esprit, passant de l'acceptation de leur sort à la volonté de bouleverser l'ordre ou – pour reprendre l'expression d'Emmanuel Mounier – le désordre établi, débordement des cadres routiniers habituels⁷³. Dès le 27 mai 1936, Marceau Pivert, leader de la « gauche révolutionnaire » de la SFIO, écrit dans *Le Populaire* :

...Tout est possible aux audacieux. Que notre parti marche ! qu'il entraîne ! qu'il tranche ! qu'il exécute ! qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera... Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine... Tout est possible, maintenant, à toute vitesse ; nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire⁷⁴.

Cependant, Maurice Thorez riposte le 11 juin : Non, tout n'est pas possible maintenant... S'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif,

69. *Ibid.*, pp. 125–126.

70. *Ibid.*, pp. 130–131.

71. *Ibid.*, pp. 133–148 ; Jacques DANAS et Marcel GIBELIN, *Juin 1936*, Paris, Maspéro, 1972, tome II, pp. 122–155.

72. L. BODIN et J. TOUCHARD, *op. cit.*, p. 98.

73. F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 227–228.

74. Cité par J. DANAS et M. GIBELIN, *op. cit.*, pp. 68–69.

il faut savoir aussi le terminer. Il n'est pas question de prendre le pouvoir maintenant ⁷⁵.

Thorez justifie cette prudence par la nécessité de conserver un lien étroit avec les classes moyennes incarnées politiquement par le parti radical. Mais il est évident que la politique d'alliance entre la France et l'URSS est le facteur décisif en cette matière. D'ailleurs, un des dirigeants communistes, Gitton, évoque clairement la menace hitlérienne pour expliquer la modération du parti communiste devant les grèves et occupations d'entreprises ⁷⁶. La majorité de la SFIO, quant à elle, oscille entre sa volonté indubitable de donner satisfaction aux travailleurs et son refus de faire le pas que réclame son aile révolutionnaire, soit de commencer à transformer fondamentalement les rapports institutionnels et juridiques – notamment le droit de propriété des moyens de production – qui régissent la société, en un mot, de prendre et non d'exercer le pouvoir ⁷⁷.

Le 12 juin 1936, le lendemain du discours de Maurice Thorez, les ouvriers de la métallurgie parisienne acceptent de signer une convention collective avec le patronat et commencent l'évacuation des usines dès le 13. Or il n'est pas fortuit que les dirigeants syndicaux des travailleurs de la métallurgie, qui comprend l'important secteur automobile, soient communistes. Jusqu'au jour même du discours de Thorez, ces syndicalistes ont refusé les propositions patronales. Il est évident que l'appel de Maurice Thorez de retourner au travail a été décisif. Dès le 12 juin, l'exemple du syndicat de la métallurgie est suivi par d'autres syndicats et, dix jours plus tard, même s'il persiste quelques conflits non réglés surtout en province, le gros du mouvement revendicatif est terminé ⁷⁸.

La vague des grèves, qui présentait quelques traits caractéristiques d'une situation révolutionnaire, s'est donc soldée par des améliorations de salaires et des conditions de travail obtenues dans les conventions collectives et la législation sociale ainsi que par les quelques mesures du Front populaire que nous avons citées. Le parti communiste, la majorité du parti socialiste et la Confédération générale du travail se sont trouvés d'accord pour limiter le mouvement à ces conquêtes et y ont finalement réussi après quelques jours de flottement, les militants communistes du Syndicat de la métallurgie jouant sur le terrain le rôle décisif. Le mouvement de masses, largement spontané à ses origines, faute d'une volonté des dirigeants des partis, des syndicats ouvriers et du gouvernement à direction socialiste, n'a pu aller plus loin, comme le souhaitait un Marceau Pivert, et s'est conclu après un baroud d'honneur. En juin 1936, il n'a donc jamais été question pour les communistes, en France, de passer de la phase défensive à l'offensive.

75. Cité par F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 229.

76. J. DANAS et M. GIBELIN, *op. cit.*, pp. 61-62.

77. *Ibid.*, pp. 65-68.

78. *Ibid.*, pp. 5-19.

Mais, c'est alors en Espagne que la question des finalités de la politique de front populaire se pose avec le plus d'acuité. Le 16 février 1936, la coalition de front populaire, élargie aux nationalistes catalans et basques, a gagné les élections aux Cortes, remportant 277 sièges contre 132 à la droite et 32 au centre. Contrairement à la situation française, les partis ouvriers sont minoritaires dans cette alliance. En effet, ils ne groupent que 108 députés : aux côtés des 90 socialistes, il n'y a que 16 communistes, un député du parti ouvrier d'unification marxiste (POUM, dissidents communistes) et un député du parti syndicaliste (dissidents anarchistes). Ce sont donc les partis bourgeois de gauche qui dominent la coalition, soit les 84 députés de la Gauche républicaine d'Azana, les 37 députés de l'Union républicaine de Martínez Barrio et les 38 députés de l'« Esquerria », parti autonomiste catalan de Companys⁷⁹.

Le gouvernement aussitôt fermé par Azana ne comprend que des membres des partis républicains, les socialistes et les communistes se contentant de lui apporter leur soutien parlementaire. En effet, le programme électoral du Front populaire espagnol est encore plus modéré que celui de son homologue français : il n'y figure strictement aucune mesure sociale avancée, même pas l'assurance-chômage refusée par les républicains. L'aile gauche du parti socialiste que dirige le leader de l'Union générale du travail (UGT), Largo Caballero, a donc imposé la non-participation du gouvernement à la majorité du parti dirigée par Prieto. Cependant, le gouvernement Azana, tout en faisant appel à « la discipline » et au « respect de l'autorité constituée », prend des mesures progressistes, soit : le rétablissement des conseils municipaux suspendus en 1934 au moment de la répression de l'insurrection ouvrière des Asturies, l'amnistie aux condamnés pour cette insurrection, l'arrestation du général exécutif de cette répression, la nomination de nouveaux gouverneurs civils, le rétablissement du statut d'autonomie catalane et l'étude d'un statut similaire pour le pays basque, la remise en route de la réforme agraire⁸⁰.

Pourtant, comme en France, quelques mois plus tard, les mouvements de masses débordent rapidement le gouvernement dès le lendemain des élections : ouvertures violentes des prisons pour libérer les ouvriers condamnés en 1934, grèves à objectifs à la fois économiques et politiques ; à la campagne, occupations de terres, incendies d'églises et de couvents. Mais cette violence ouvrière et paysanne n'est pas encadrée par une organisation cohérente et ayant des objectifs déterminés. « L'homme de la révolution qui monte », Largo Caballero, qui veut instaurer une « dictature du prolétariat » par le truchement du parti socialiste, ne contrôle même pas l'appareil de ce parti, mais seulement l'UGT et la Jeunesse socialiste⁸¹ ; cette dernière lui échappera bientôt, d'ailleurs, pour passer sous l'influence du parti communiste. Celui-ci reste relativement faible

79. Pierre BROUÉ et Émile TÉMINE, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1961, pp. 62-63 ; Pierre BROUÉ, *La révolution espagnole 1931-1939*, Paris, Flammarion, 1971, pp. 58-59.

80. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, pp. 63-65.

81. *Ibid.*, pp. 65-67.

et considère, de toute façon, que l'Espagne en est à l'étape du développement et de la consolidation de la « démocratie bourgeoise » et non à celle de l'instauration de la dictature du prolétariat⁸². Les anarchistes œuvrant dans la Confédération nationale du travail (CNT) et la Fédération anarchiste ibérique (FAI) ne se posent pas la question du pouvoir dans l'appareil d'État sinon pour en détruire les organes et refusent toute alliance avec les partis ouvriers⁸³. Enfin, le POUM reste un mouvement faible sauf en Catalogne, à Valence et à Castellon⁸⁴.

Alors que les masses se mettent en mouvement dans une société économiquement moins avancée qu'en France et aux institutions plus archaïques, la Phalange fasciste recourt au terrorisme centre-révolutionnaire et provocateur. Ouvertement, l'extrême-droite et une fraction importante de la droite, dont des généraux en vue comme Sanjuro, Franco et Mola, préparent un soulèvement militaire qui est prévu pour avril 1936 puis sera différé⁸⁵. Face à ces deux mouvements en conflit annonciateur de la guerre civile, Quiroga, qui, en mai 1936, a remplacé Azana, élu président de la République, reste passif. Le gouvernement républicain essaie de louvoyer entre le complot fasciste et le mouvement prolétarien. Il refuse de frapper les ouvriers et les paysans, mais ne sévit pas contre les généraux qui conspirent. Il tâche de gagner du temps⁸⁶. Les assassinats à gauche comme à droite se multiplient et c'est dans cette atmosphère qu'éclate, le 17 juillet, dans la zone espagnole du Maroc, un soulèvement militaire qui, le lendemain, gagne la métropole. Le gouvernement Quiroga, si peu maître de la situation, refuse de distribuer aux organisations ouvrières les armes que demande Largo Caballero. Le soir du 18 juillet, l'UGT et la CNT n'en déclenchent pas moins la grève générale, alors que le 19, au petit matin, Quiroga donne sa démission. Le gouvernement que constitue immédiatement le républicain Martínez Barrio, est élargi à droite vers les républicains non-membres du Front populaire. C'est une tentative pour arriver à un accord avec une partie des généraux rebelles, mais devant le refus des insurgés qu'on pensait fléchir, notamment le général Mola, Martínez Barrio démissionne au bout de quelques heures. Le même jour, le gouvernement exclusivement républicain encore de Giral dissout par décret l'armée et se résout à distribuer des armes aux milices formées par les partis et les syndicats ouvriers⁸⁷.

Le pays est divisé en deux camps. Le Mouvement d'extrême-droite, que dirige le général Franco et qui regroupe phalangistes, monarchistes, carlistes et républicains d'extrême-droite, à sa grande surprise ne contrôle que la Navarre, l'Andalousie et des villes comme Saragasse et Oviedo. Si le gros de l'armée a marché avec la rébellion, la marine dont les officiers ont été réduits à l'impuissance et l'aviation restent loyales. Mais, dans ce camp « loyaliste », la réalité du

82. F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 242.

83. *Ibid.*, p. 83.

84. P. BROUÉ, *La révolution espagnole 1931-1939*, *op. cit.*, p. 171.

85. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, pp. 69-74.

86. *Ibid.*, pp. 74-76.

87. *Ibid.*, pp. 80-86.

pouvoir n'appartient plus au gouvernement républicain qui ne contrôle pratiquement que Madrid. À l'intérieur, dans la zone « loyaliste », « l'État républicain a volé en éclats ». Les masses armées ont créé d'innombrables comités locaux et, à l'échelle des provinces et des régions, des comités ou juntas, véritables petits gouvernements. Une épuration sanglante des éléments suspects, à laquelle se mêlent vengeances personnelles et banditisme, a été effectuée. L'Église d'Espagne, fort réactionnaire et ouvertement du côté de l'insurrection fasciste, a subi des coups violents, sauf au pays basque⁸⁸. Il s'agit donc d'une révolution mais d'une révolution qui ne va pas jusqu'au bout de ses actes. En effet, la faiblesse majeure de ces prises de contrôle économiques et politiques, c'est qu'elles restent locales, sans coordination, sans plan d'ensemble. Et cette situation est grave tant du point de vue économique que de celui de la guerre à mener contre l'insurrection fasciste qui cherche à s'étendre⁸⁹.

Le gouvernement Giral, d'autre part, si impuissant et dépassé par la vague révolutionnaire qu'il soit, n'en représente pas moins l'Espagne vis-à-vis de l'étranger et demande de l'aide. Le gouvernement français de Front populaire, qui, à cette époque, a pratiquement terminé ses réalisations et est en train de s'enliser dans l'exercice d'un pouvoir gestionnaire, après avoir fourni quelque armement, notamment un petit nombre d'avions, dès le 27 juillet, sous la pression britannique, refuse d'intervenir. Il s'engage dans la politique de non-intervention adoptée le 24 août, à laquelle souscrivent aussi l'Angleterre, l'URSS, l'Italie et l'Allemagne. Ces deux derniers pays ont déjà fourni aux rebelles des avions et des armes dès fin juillet et apporté l'aide de leur marine. Utilisant le Portugal comme sanctuaire, les insurgés profitent du manque d'homogénéité du camp républicain et révolutionnaire et de leur supériorité en armement pour gagner du terrain, en s'emparant notamment de Badajos, d'Irún et de Tolède⁹⁰.

Les revers militaires posent encore plus sérieusement la question du pouvoir. L'alternative est soit de suivre la logique interne de la révolution et constituer un gouvernement ouvrier qui s'appuierait sur les partis ouvriers, les syndicats, les comités locaux, provinciaux et régionaux, soit de restaurer le pouvoir de l'État républicain en consolidant la coalition de Front populaire. La première solution, celle de la phase offensive prévue par l'Internationale communiste au VII^e Congrès, n'a pas été envisagée sérieusement ; tout au plus y eut-il un vague projet d'un gouvernement UGT-CNT dirigé par Largo Caballero. La deuxième solution est préconisée, outre les partis républicains, par le parti communiste espagnol et son annexe, le parti socialiste unifié de la Catalogne, ainsi que par la direction de droite du parti socialiste groupée autour de Prieto⁹¹.

88. *Ibid.*, pp. 86-127.

89. *Ibid.*, pp. 150-155.

90. *Ibid.*, pp. 157-167, J. DANAS et M. GIBELIN, *op. cit.*, pp. 146-147.

91. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, p. 167-177 ; F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 260-261.

En réalité, le 4 septembre 1936, est constitué par Largo Caballero un gouvernement non pas ouvrier mais de front populaire. Les socialistes y détiennent les postes clés (six ministères) ; deux communistes y sont entrés sur l'insistance de Caballero ; cinq républicains, dont Giral, complètent ce gouvernement. Celui-ci a, en outre, le soutien externe de la CNT, qui d'ailleurs en octobre, rompant avec toutes les traditions de l'anarchisme, y délèguera deux ministres. En Catalogne, le gouvernement autonome, présidé par un républicain, comprend, aux côtés du parti autonomiste de l'« Esquerra », des ministres du parti socialiste unifié (communiste), le leader du POUM, Nin, et des anarchistes⁹². Le gouvernement Caballero est ambigu ; de fait, il est intermédiaire entre les deux termes de l'alternative : poursuivre la révolution ou restaurer l'État républicain. Les partis et organisations participant à ce gouvernement ont, en effet, des objectifs différents : pour l'appareil du parti ouvrier socialiste, sa droite dirigée par Prieto, pour les partis républicains, pour le parti communiste dirigé directement depuis la fin de juillet par les délégués de l'Internationale communiste, notamment Togliatti à Madrid et Geroë à Barcelone, Caballero, figure révolutionnaire aux yeux du prolétariat, sert de caution à la restauration de l'État républicain ; pour la gauche socialiste et l'UGT, dont Caballero est le leader, il s'agit, selon l'expression de Claudin, « d'une ruse de guerre afin de s'adapter aux conditions internationales dans lesquelles la révolution espagnole devait se dérouler tout en préservant sa pureté prolétarienne » ; le POUM et la CNT adoptent la même position, tout en étant plus clairvoyants sur les limites d'une telle politique⁹³.

Cette solution a été adoptée, semble-t-il, surtout à cause de la nécessité de l'aide que l'URSS, convaincue rapidement ou peut-être toujours de l'inanité de la politique de non-intervention, commence à fournir dès le début de septembre. L'ambassadeur russe Rosenberg, plus tard exécuté lors de la purge des « anciens » d'Espagne, aurait d'ailleurs joué un rôle décisif dans la constitution de ce gouvernement. L'aide russe en officiers et en avions contribue au sauvetage en octobre 1936 de Madrid, menacée au point où le gouvernement s'est replié à Valence. Des volontaires étrangers arrivent et sont organisés en brigades internationales contrôlées par l'Internationale communiste. Une jeune armée populaire est mise sur pied à l'aide de conseillers russes : les milices ouvrières sont militarisées, les grades sont rétablis et des commissaires politiques généralement communistes sont placés dans les unités de l'armée. Le gouvernement Caballero supprime le deuxième pouvoir des comités en les institutionnalisant sans heurts, mais en les contrôlant du centre. Une réforme judiciaire intègre à l'ancien droit bourgeois un certain nombre de conquêtes de la révolution ; la police, quant à elle, est reconstituée.

Le parti communiste – et son organisation annexe : le parti socialiste unifié de Catalogne – est le grand bénéficiaire de cette remise en ordre sous couleurs révolutionnaires. Il passe de 30 000 membres en juillet 1936 à un million en

92. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, pp. 180-189.

93. *Ibid.*, pp. 208-209 ; F. CLAUDIN, *op. cit.*, pp. 264-265.

juin 1937. Ses objectifs clairement définis et qui attirent les éléments de la petite bourgeoisie épris d'ordre, sont le maintien de l'ordre républicain, la lutte nationale et populaire contre l'Espagne semi-féodale et les fascistes étrangers, lutte qui s'inscrit dans celle des démocraties et de l'URSS contre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Soucieux d'avoir d'excellents rapports avec les républicains, le parti communiste insiste sur la nécessité de lutter pour la victoire, tout en dénonçant ceux qui préconisent la socialisation et la collectivisation comme des complices de l'ennemi parce qu'ils divisent le camp du Front populaire. Force bien organisée et efficace, le parti communiste devient ainsi l'élément le plus dynamique de la coalition gouvernementale. En plus du réseau des commissaires politiques, il contrôle le chiffre et la censure et détient des postes clés dans la police⁹⁴. Le parti communiste ne pratique donc nullement une politique d'offensive révolutionnaire. Au contraire, méfiant et même hostile à l'égard des éléments remuants de la gauche socialiste, anarchiste et poumiste, il mise sur le rétablissement et la consolidation de l'État républicain. La prise de contrôle de secteurs clés de l'armée et de la police semble indiquer que, si l'Internationale et le parti communiste envisagent une conquête du pouvoir, c'est à travers les institutions républicaines, quitte à leur donner, dans une phase ultérieure, un contenu différent. Mais si un changement est prévu, il devra se dérouler dans l'ordre, sans initiative spontanée d'éléments révolutionnaires, sous le contrôle le plus complet possible du parti communiste avec l'aide suiviste de ses compagnons de route, membres du parti socialiste.

Cette stratégie va de pair avec la proposition de fusion faite au parti socialiste. Il s'agit là encore d'une politique globale de l'Internationale communiste. En effet, le parti socialiste français, la SFIO, avait reçu une proposition similaire du parti communiste français, le 8 novembre 1936. En France, comme en Espagne au début de 1937, ces propositions sont repoussées. Les précédents du parti socialiste unifié de Catalogne, de la Jeunesse socialiste unifiée espagnole et de la CGT française, où les communistes anciens ou récemment convertis ont occupé rapidement les postes clés, expliquent ce refus⁹⁵. En Espagne, la stratégie de l'Internationale communiste est très claire : une pression russe n'est-elle pas exercée sur Largo Caballero en faveur de la fusion des partis socialiste et communiste ? La gauche révolutionnaire – socialistes caballeristes, anarcho-syndicalistes, poumistes – s'inquiète alors non seulement de la volonté des communistes de réduire certaines conquêtes de la révolution, mais également du sort réservé en Russie aux opposants à Staline. Ils craignent, non sans de sérieux indices, de subir le même sort si l'hégémonie communiste s'instaure en Espagne. Caballero réagit en demandant le rappel de l'ambassadeur soviétique. Instrument utile durant l'automne 1936 pour couler le courant révolutionnaire dans le moule d'un État républicain restauré, le leader de l'UGT est désormais un obstacle⁹⁶. Même si les troupes rebelles ont échoué devant Madrid et les

94. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, pp. 189-215.

95. *Ibid.*, p. 244, J. DANAS et M. GIBELIN, *op. cit.*, pp. 148-150.

96. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, p. 244 ; F. CLAUDIN, *op. cit.*, p. 272.

républicains remporté la victoire de Guadalajara sur les troupes italiennes, la perte de Malaga sert de prétexte aux communistes pour s'en prendre à Caballero et à son conseiller militaire. Le premier ministre accepte de renvoyer ce conseiller militaire, mais, aidé par la CNT, contre-attaque en dissolvant la Junte de Madrid compromise dans l'organisation de prisons privées du parti communiste, en restreignant les pouvoirs des commissaires politiques et s'en réservant la nomination. Voulant lancer une offensive en direction de l'Estrémadure, Caballero se heurte aux conseillers russes et aux militaires sous leur influence qui lui refusent troupes et matériel en quantité suffisante⁹⁷.

La fissure dans la coalition gouvernementale est de plus en plus nette. Communistes et socialistes de droite dirigés par Prieto, qui ont signé un accord de coopération unitaire en février 1937, ainsi que républicains, qui sont d'accord pour poursuivre l'organisation d'un État fort et d'une armée régulière, voient se dresser sur leur gauche une nouvelle opposition révolutionnaire, groupant poumistes, socialistes de gauche caballeristes, gauche de la CNT et de la FAI, jeunes socialistes unifiés des Asturies et du Levant, qui dénonce les agissements du parti communiste et réclame des conseils analogues aux soviets. À nouveau, il n'est pas question pour Caballero de prendre la tête du mouvement et de franchir le pas révolutionnaire. Au contraire, prenant prétexte de la fusillade qui éclate au début de mai 1937 à Barcelone lors de la reprise du central téléphonique, contrôlé par un comité CNT-UGT, par le commissariat à l'ordre public dirigé par un communiste et du mouvement de grèves et de barricades soutenu par le POUM et la gauche anarchiste qui y fait brièvement suite, le parti communiste réclame la dissolution du POUM et l'incarcération de ses dirigeants. Devant le refus de Largo Caballero qui considère que :

un gouvernement composé en majorité de représentants du mouvement ouvrier ne peut utiliser des méthodes qui sont l'apanage de gouvernements réactionnaires et de tendances fascistes,

les ministres communistes quittent le gouvernement le 15 mai, suivis des socialistes de droite de Prieto et des partis républicains. Caballero, resté seul avec ses partisans socialistes de gauche et les anarchistes, démissionne⁹⁸.

Negrin, un socialiste de droite, candidat des communistes, constitue un gouvernement comprenant trois socialistes de droite dont Prieto, deux communistes, deux républicains et un autonomiste catalan. Les socialistes de gauche de l'UGT et les anarchistes de la CNT, partisans d'un nouveau gouvernement Caballero, ont refusé leur participation. Negrin fait arrêter, dès le 16 juin, les dirigeants du POUM pour tentative d'instaurer la dictature du prolétariat et calomnies à l'égard d'un pays ami, notamment sa justice ; l'allusion à l'URSS, dont le POUM a dénoncé les procès de Moscou, est transparente ; son dirigeant,

97. P. BROUÉ et É. TÉMINE, *op. cit.*, pp. 217-238 et 248, et *La Révolution espagnole...*, *op. cit.*, pp. 88-89.

98. P. BROUÉ, *La Révolution espagnole...*, *op. cit.*, pp. 89-93 et BROUÉ et TÉMINE, *op. cit.*, pp. 245-256-267-268.

Andrès Nin, livré au NKVD – police politique russe qui opère aussi en Espagne – est assassiné durant l'été 1937. Le siège du Comité de défense anarchiste de Barcelone est occupé en septembre 1937 par les troupes gouvernementales. Au sein du parti socialiste, les journaux contrôlés par les partisans de Caballero sont pris en main par les socialistes de droite avec l'aide du ministère de l'Intérieur qu'ils contrôlent. Appuyés par les communistes, les socialistes de droite prennent aussi le contrôle de l'UGT avec l'aide de l'appareil d'État ; Caballero, qui cherche à mobiliser les militants de base, est arrêté en novembre 1937 et assigné à son domicile de Valence. La minorité anticommuniste de la jeunesse socialiste unifiée est également mise au pas. Un appareil de répression impressionnant (tribunaux spéciaux, Service d'investigation militaire) et contrôlé par les communistes fonctionne contre poumistes et anarchistes. La collectivisation est arrêtée en Catalogne et la centralisation provoque les protestations des autonomistes basques et catalans, qui se retirent du gouvernement⁹⁹.

Mais ce gouvernement d'ordre, qui correspond à la stratégie du parti et de l'Internationale communistes et aux intérêts des socialistes de droite et des partis républicains, ne parvient ni à s'assurer de l'appui de la France et de l'Angleterre ni à battre les rebelles, ses objectifs majeurs. Au contraire même, de mars à septembre 1937, les franquistes s'emparent des Asturies et du pays basque, puis en mars 1938, l'Aragon est perdue et, le 15 avril 1938, les rebelles atteignent la mer, coupant ce qui reste de l'Espagne républicaine en deux zones. Ce gouvernement n'arrive pas non plus à maintenir son unité : en mars 1938, après le désastre d'Aragon, Prieto est renvoyé du ministère de la Défense nationale. Accusé de pessimisme par Negrin, Prieto, en réalité, s'est inquiété du rôle des communistes dans l'armée et la police et, déçu du montant limité de l'aide russe, a mis de vains espoirs dans une paix négociée grâce à l'Angleterre. Le renvoi de Prieto, à la demande du parti communiste, laisse un parti socialiste dominé par une fraction de sa droite dirigée par Negrin et une fraction de l'aile gauche dirigée par Alvarez del Vayo, ancien lieutenant de Caballero qui s'en est détaché. Ces deux fractions ont une ligne commune qui ne se démentira pas jusqu'à la fin de la guerre civile : l'identification à la stratégie du parti communiste. Mais ce gouvernement de front populaire, gouvernant un territoire qui se rétrécit comme une peau de chagrin, reste toujours incapable de résoudre le problème au nom duquel ont été sacrifiés les éléments révolutionnaires : vaincre la rébellion. Et l'aide de l'URSS, substantielle en octobre 1936, s'est considérablement raréfiée ; dès la deuxième moitié de 1937, des conseillers militaires russes sont rappelés puis exécutés en grand nombre à leur retour en Russie. En octobre 1938, il est clair que la défaite est inévitable. Negrin et Alvarez del Vayo espèrent tenir jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, mais en janvier et février 1939, la Catalogne est prise par les franquistes. Le gouvernement Negrin ne conservera même pas le pouvoir jusqu'à la fin. Il est renversé en mars 1939 par le général républicain Casado qui, pour

99. BROUÉ et TÉMINE, *op. cit.*, pp. 271, 275–278–281–287, et BROUÉ, *La Révolution espagnole...*, *op. cit.*, pp. 93–95.

essayer de conclure une paix « honorable » avec Franco, constitue une junte dans laquelle figurent des républicains, un socialiste très à droite, des socialistes de gauche caballeristes et des anarchistes. C'est la fin du Front populaire en Espagne, qui précède de peu l'effondrement de la résistance aux rebelles franquistes ¹⁰⁰.

La politique du Front populaire en Espagne présente un intérêt plus grand que celle pratiquée en France dans la mesure où les partis ouvriers ont pu y déployer intégralement leur stratégie. On pourrait objecter que la guerre civile a été un facteur qui a faussé le développement normal de cette politique de Front populaire. La réponse à cette objection est de plusieurs ordres. Tout d'abord, les partis ouvriers en 1936, tant par leur bagage théorique que par leurs expériences récentes, doivent s'attendre à ce que leur arrivée au pouvoir suscite des réactions violentes de la part d'une droite et d'une extrême-droite solidement implantée dans l'armée et soutenue par l'Allemagne et l'Italie. Ensuite, il est patent que, dès les premiers jours de la guerre civile, la politique de Front populaire ne correspond plus à la situation : celle-ci s'est développée au point où la réalité du pouvoir est passée aux mains des organisations ouvrières. Enfin, l'absence de soutien militaire de la France, claire dès août 1936, n'empêche pas le parti communiste et les socialistes de droite, qui contrôlent l'appareil de leur parti, de continuer à appliquer cette politique de Front populaire pour donner une respectabilité à la République espagnole et gagner les faveurs de la France et de l'Angleterre.

Ce qui est extrêmement intéressant, c'est que dès l'éclatement de la guerre civile, la politique de Front unique, préconisée dans les années vingt d'abord par l'Internationale deux-et-demie, puis par l'Internationale communiste, se réalise dans les faits à la faveur de la situation révolutionnaire. Par contre, les états-majors communiste et socialiste s'accrochent à l'alliance de Front populaire avec les partis républicains. Toute leur politique consistera à restaurer l'État républicain. Pour les socialistes de droite, c'est tout à fait dans la logique de la ligne politique social-démocrate de réformes de l'État bourgeois pour la transformation progressive et sans heurts de la société capitaliste en société plus ou moins socialiste, encore que cette politique est en contradiction flagrante avec la situation révolutionnaire de l'Espagne de l'été 1936, comme l'ont compris les caballeristes. En ce qui concerne le parti communiste, il est apparemment curieux que, section de l'Internationale communiste formée en 1919 en rupture avec le socialisme réformiste pour faire la révolution, il s'accroche à la politique de Front populaire. En réalité, il n'est pas la force motrice de la révolution qui se développe dans l'été 1936 en Espagne et n'admet pas d'être ainsi débordé. Mais surtout, la révolution n'est plus à l'ordre du jour de l'Internationale communiste. Elle ne correspond pas à la stratégie de l'URSS qui cherche avant tout la consolidation des démocraties occidentales et

100. P. BROUÉ, *La Révolution espagnole...*, *op. cit.*, pp. 96-98, et BROUÉ et TÉMINE, *op. cit.*, pp. 360-382, 438-446, 465 et 475-497.

leur alliance contre l'Allemagne nazie. Il est significatif qu'en France, dans les secteurs comme la métallurgie, où le parti communiste a l'hégémonie sur la classe ouvrière, il pratique également une politique de prudence.

Certes, la politique de Front unique (1921-23) menée par l'Internationale communiste avait aussi pour objectif de défendre la Russie soviétique et d'empêcher la formation d'une coalition des grands États capitalistes contre elle. Mais cet objectif ne bloquait pas une stratégie d'offensive révolutionnaire, comme dans l'Allemagne de l'été et de l'automne 1923 ; au contraire, elle visait à mobiliser progressivement les militants et même certains dirigeants socialistes pour les entraîner sur le terrain révolutionnaire. Sur ce plan, la politique de front populaire est, au contraire, régressive et place les communistes à l'arrière-garde, non seulement des anarchistes et des communistes dissidents (poumistes), mais également des socialistes de gauche (caballéristes, pivertistes).

La politique de Front populaire présente aussi quelques analogies avec celle de Front unique quant à la revendication de quelques réformes sociales. Cependant, la conjoncture du printemps et de l'été 1936 est beaucoup plus favorable en France et en Espagne à des conquêtes ouvrières majeures que la situation de l'ensemble de l'Europe en 1921-1923, Allemagne de l'été 1923 mise à part, suite à l'occupation de la Ruhr.

Mais où il y a différence majeure, c'est sur la composition de ces deux types d'alliance. Le Front unique, aussi bien pour l'Internationale deux-et-demie que pour l'Internationale communiste, est une alliance qui ne peut comprendre que les partis ouvriers, que leur ligne politique soit réformiste, révolutionnaire ou les deux à la fois selon la conjoncture. Le Front populaire est, au contraire, une alliance avec les partis de la fraction dite progressiste de la bourgeoisie, c'est-à-dire les partis libéraux de gauche. C'est une politique que des partis socialistes réformistes ou semi-réformistes (suédois, danois, allemand, français, espagnol...) ont pratiquée dans les années vingt. Ainsi la politique du Cartel des gauches en 1924 en France : soutien socialiste à un gouvernement radical. Cette politique était alors vertement dénoncée par les communistes comme politique de collaboration de classes. En 1934, pourtant, l'Internationale communiste prend l'initiative d'une telle politique.

Le changement de stratégie - Front populaire à la place du Front unique - pourrait s'expliquer par la situation économique et sociale des années trente différente de celle des années vingt. Il est vrai que la crise économique des années trente détermine une situation fort différente de celle de 1921-23, mais il s'agit d'une situation de déséquilibre économique favorable, selon les classiques du socialisme scientifique, à une poussée révolutionnaire et non à un Front défensif avec une aile de la bourgeoisie. De toute façon, cette politique de Front populaire n'est adoptée qu'en 1934, alors que la crise se développe en Europe, en tout cas depuis trois ans. D'autre part, entre la politique de Front unique et celle de Front populaire s'étend une période de dix ans où toute

alliance avec l'Internationale et les partis socialistes est rejetée comme compromission avec une aile de la bourgeoisie, voire une aile du fascisme. Même la victoire des nazis en Allemagne ne modifie pas cette politique.

Reste la seule explication cohérente de la différence : la politique de Front populaire de l'Internationale communiste et de ses sections est strictement subordonnée à celle de la Russie sous deux aspects. D'abord, quant à l'opportunité du moment où commence et finit cette politique ; au début : l'Allemagne cesse la politique de Rappallo en 1934 et la Russie, voulant éviter un « front capitaliste », se rapproche des démocraties occidentales ; à la fin : l'Angleterre et la France tergiversent à l'égard de la Russie et se font au contraire conciliantes à l'égard de l'Allemagne nazie. Ensuite, dans le contenu de la politique de Front populaire : effrayer le moins possible le ou les partis « progressistes bourgeois », consolider l'État existant, quitte – comme le laisse entrevoir le cas espagnol – à le conquérir de l'intérieur, pas à pas, sans heurt et surtout sans révolution.

(À suivre : II – FRONT NATIONAL ET UNION DE LA GAUCHE)